

CHAPITRE VI/ EVALUATION ET PLANIFICATION DURABLE DES RESSOURCES

I/ Evaluation et planification durable des ressources

Page facebook ; Domaine SNV : Biologie,Agronomie,Science Alimentaire,Ecologie

La protection des ressources naturelles, qui constituent le socle du développement économique et social, est une préoccupation majeure pour tous les pays, en particulier les pays en développement ou émergents, dans lesquels les populations qui tirent leurs moyens de subsistance directement de la nature sont largement majoritaires.

www.facebook.com/DomaineSNV

La bonne gestion des ressources en eau, la préservation du milieu naturel et de la biodiversité, la lutte contre les gaz à effet de serre et la maîtrise des pollutions industrielles sont aujourd'hui nécessaires au maintien de la sécurité alimentaire et à la lutte contre la pauvreté.

La réalité du terrain a montré le rôle « destructeur » de l'homme dans la modification de son environnement et a aussi montré la nécessité d'agir rapidement, efficacement et durablement pour préserver notre environnement.

L'action de l'homme sera une action à long terme et globale, touchant tous les secteurs économiques et toutes les activités des ménages. Ainsi, le principe d'évaluation et de gestion durable des ressources s'avère nécessaire et touchera plusieurs domaines :

I.1. Politique, planification et gestion environnementales

- Elaboration de lois et réglementations environnementales,
- Renforcement des institutions chargées de la protection de l'environnement,
- Participation à l'élaboration de programmes d'action environnementale,
- Montage et évaluation de projets environnementaux.

I.2. Gestion des ressources en eau

- Planification de la gestion des ressources en eau (évaluation de la quantité, qualité, mesures de protection, exploitation rationnelles en fonction des besoins).
- Élaboration de schémas directeurs pour l'aménagement et la protection des bassins et pour la planification d'infrastructures hydrauliques nécessaires à l'approvisionnement en eau (évaluation des ressources et des besoins, balance hydraulique).

- Etude et contrôle de travaux d'alimentation en eau potable en milieu rural et semi-urbain (unités de pompage manuel, solaire ...).
- Elaboration de plan stratégique d'assainissement.
- Etudes des périmètres de protection des ressources en eaux superficielles et souterraines.
- Cartographie des aquifères souterrains.
- Gestion de base de données et mise en place de systèmes d'information.

I.3. Protection du milieu naturel

- Développement de systèmes d'information géographique et de cadastres des ressources naturelles.
- Appui à la définition de mesures de protection, restauration et conservation du milieu naturel et de la biodiversité.
- Étude d'impact environnemental et social de projets agricoles, industriels et d'infrastructures.
- Analyse de l'impact de conflits sur les ressources forestières et la biodiversité pour une prise de décisions appropriées concernant la gestion durable des ressources naturelles.

- Appui à la gestion durable des ressources forestières et naturelles.
- Aires protégées : création d'espaces naturels protégés et études de faisabilité du développement de parcs existants, assistance à la préparation de plans participatifs pour la gestion des parcs, élaboration et mise en œuvre de programmes de formation professionnelle pour les employés des parcs.

I.4. Lutte contre les gaz à effet de serre

- Appui aux Etats en matière d'engagements concernant les changements climatiques : renforcement des capacités institutionnelles en vue de l'application du protocole de Kyoto, assistance au développement et la mise en place de mécanismes de développement propre, renforcement des capacités d'inventaire des émissions de gaz à effet de serre, mise en place de programmes de formation.

I.5. Maîtrise des pollutions industrielles

- Déchets industriels, médicaux et domestiques : développement de plans de gestion, appui à la mise en place de structures de gestion, études pour la construction d'installations de traitement et d'élimination, mise en place de systèmes de surveillance environnementale de ces installations.

- Mise en place de structures de surveillance et de protection de l'environnement en région productrice de pétrole.
- Conception et réalisation d'unités pilotes de dépollution de bâtiments et de sols contaminés par des matières dangereuses.

II. Les mécanismes économiques, juridiques et réglementaires de préservation de l'environnement

L'environnement est un bien public « gratuit » accessible à tout le monde. Cette «gratuité» a abouti à un gaspillage des ressources naturelles et à des changements climatiques (épuisement des matières premières, accumulation des déchets, nuisances insupportables, menaces sur la vie) compromettant les possibilités de développement durable. Etre conscient de ces faits est insuffisant, il est donc urgent que les autorités publiques interviennent en utilisant, sans a priori, tous les instruments disponibles pour préserver le milieu naturel.

Les instruments de l'intervention publique en matière d'environnement sont classées en deux grandes catégories : les instruments réglementaires (qui fixent des normes qui portent sur les procédés techniques ou sur les volumes d'émissions polluantes) et les instruments dits économiques (principalement les écotaxes et les marchés de permis d'émissions mais aussi les crédits d'impôts et les subventions).

Les instruments économiques offrent à chaque acteur une marge de liberté pour choisir de s'ajuster ou de payer. Ce fait, assure une répartition moins coûteuse des efforts de dépollution entre pollueurs et se révèle à la fin, plus efficace en matière de lutte contre la pollution.

II.1. Le principe de pollueur - payeur (PPP)

Le principe pollueur-payeur a été développé par l'économiste libéral *Arthur Cecil Pigou* au début des années 1920. Il a été adopté par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) en 1972, en tant que principe économique visant la prise en charge, par le pollueur, des « coûts de mesures de prévention et de lutte contre la pollution, arrêtées par les pouvoirs publics pour que l'environnement soit dans un état acceptable ».

En 1987, le PPP est reconnu officiellement par l'Union Européenne puis par l'ONU en 1992 à Rio.

Comment appliquer le principe pollueur-payeur ?

Il existe plusieurs outils pour faire appliquer le PPP. Ces outils sont le plus souvent des taxes, mais sont aussi parfois des permis de pollution, ou bien encore des quotas de pollution. Le plus difficile est de surveiller que les normes soient bien respectées. Le principe pollueur-payeur peut prendre plusieurs forme pour être appliqué mais il reste l'élément majeur de lutte contre la pollution à grande échelle.

Ces pollueurs sont définis comme toutes les personnes qui portent atteinte à l'environnement en le polluant, qu'elles soient le producteur, le distributeur ou le consommateur de cette pollution.

II.2. La fiscalité écologique : les écotaxes

L'écotaxe est une taxe qui s'applique en vertu du principe pollueur-payeur aux actions générant des dommages environnementaux, pour contribuer à les limiter et/ou à en atténuer ou réparer certains effets.

Son objectif est de faire porter le choix des consommateurs sur des produits moins polluants ou recyclables.

EXEMPLES D'ECOTAXES EN ALGERIE :

Exemple 1: Les taxes relatives à la pollution atmosphérique

- La taxe sur les carburants : La taxe sur les carburants s'applique sur l'essence avec plomb «super/normal» et sur le gasoil.

Elle est collectée et versée par voie de rôle au Receveur des Impôts territorialement compétent par l'entreprise Naftal, sur la base des quantités livrées dans les mêmes conditions qu'en matière de Taxe sur les Produits Pétroliers (TPP).

- La taxe sur les produits pétroliers : La Taxe sur les produits pétroliers (TPP) s'applique aux produits pétroliers ou assimilés, importés ou obtenus en Algérie, notamment en usine exercée, selon des tarifs. Le produit de cette taxe est versé dans son intégralité au profit du budget de l'Etat.

Exemple 2: La taxe d'enlèvement des ordures ménagères

La taxe est établie annuellement sur les propriétés bâties qui bénéficient des services d'enlèvement des ordures ménagères au nom des propriétaires ou usufruitiers.

Le montant de cette taxe est fixé comme suit:

- Entre 500 et 1.000 DA par local d'habitation ;
- Entre 1.000 et 10.000 DA par local à usage professionnel, commercial, artisanal ou assimilé ;
- Entre 5.000 et 20.000 DA par terrain aménagé pour camping et caravanes
- Entre 10.000 et 100.000 DA par local, à usage industriel commercial, artisanal ou assimilé produisant des quantités de déchets supérieures à celles des catégories ci-dessus.

Les tarifs sont déterminés par l'APC. Dans les communes pratiquant le tri sélectif, il sera remboursé jusqu'à concurrence de 15% du montant de la taxe à chaque ménage qui remettra au niveau de l'installation de traitement des déchets composables et/ou recyclables.